



TOUJOURS MOBILISÉS CONTRE LA MOBILITÉ FORCÉE

Au printemps 2008, les agents de la DGFIP se sont fortement et longuement mobilisés pour obtenir le retrait du projet de loi sur la mobilité. Parini en a pris acte et a annoncé que les dispositions de la loi ne s'appliqueront pas pendant la mise en place de la DGFIP, mais cette annonce n'est pas suffisante !

Aujourd'hui, début juillet 2009, les agents de la DGFIP, avec l'ensemble des fonctionnaires, rejettent toujours ce projet et surtout n'acceptent pas de voir s'appliquer les articles 7, 8, 9 et 10 du projet de loi concernant la réorientation professionnelle, le cumul d'emplois à temps incomplet, le recours aux contractuels et aux intérimaires dans la Fonction Publique.

Retrouvez tous les tracts et les analyses de l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires et de Solidaires Fonctions Publiques dans cette rubrique sur snui.fr



Le gouvernement reste sourd face à nos exigences et il a décidé de faire voter la loi le 2 juillet à l'assemblée nationale. Dans le même temps, il refuse toujours d'ouvrir de réelles négociations sur le pouvoir d'achat.

Montrons lui que nous sommes fermement opposés à sa politique anti-sociale !

**NON A LA PRÉCARITÉ,
NON AUX LICENCIEMENTS,
NON A LA CASSE DU STATUT !**

Vouloir faire passer ce mauvais coup durant l'été est particulièrement inacceptable ! Avec Solidaires FP, la CGT FP et la FSU, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires appelle les agents de la DGFIP à manifester leur opposition à la loi sur la mobilité le 2 juillet sur tout le territoire.

Après avoir écrit aux députés, faisons-nous entendre sous leurs fenêtres !

**En province, le 2 juillet,
rassemblements devant les préfetures**

**Pour Paris-Ile de France,
manifestation devant l'assemblée nationale
à 17 heures le 2 juillet (Rdv place Edouard Herriot)**

Paris, le 29 juin 2009